

IL S'EST TENU DURANT DEUX JOURS À ADDIS-ABEBA

# Confidences sur les dessous d'un sommet

**Il a fallu attendre très peu de temps pour voir les langues se délier et dévoiler les dessous du déroulement du Sommet africain d'Addis-Abeba. Un Sommet qui amorce un tournant décisif au sein d'une organisation qui faisait, jusque-là, la fierté des pères fondateurs africains.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)**

- Avant même la clôture officielle de l'évènement, un climat de tension était perceptible au sein de l'institution. L'entrée de Mohammed VI est applaudie par les délégations représentant les Etats qui ont entériné l'entrée de son pays à l'UA, mais les présidents et chefs de gouvernement hostiles à cette admission sont absents. Une absence que rien n'explique protocolairement. Des observateurs aguerris en matière de politique africaine l'imputent à des remous internes. Le siège de Jacob Zuma est vide. Le Président sud-africain est tête de liste des pays ayant agi pour tenter de retarder l'admission des Marocaines. Son parti, l'ANC, a fait savoir mardi déjà qu'il regrettait cette «entrée». Son homologue tchadien, Idriss Déby, atteint d'une grave maladie, est également absent.

Lors de son passage à la présidence de l'UA, il ne s'est jamais opposé à la sévérité de Zuma, précédente présidente de la Commission de l'UA qui a bloqué l'admission du Maroc durant près d'une année. Le chef de la délégation algérienne, Abdelmalek Sellal, n'est pas présent lui aussi. «Aucun lien avec la présence de Mohammed VI», affirme pourtant un fin connaisseur des rouages de la politique africaine.

Selon lui, l'absence remarquée du Président sénégalais, allié naturel du Maroc, prouve que le problème réel se situe ailleurs. «Il réside en ces questions qui ont accentué les clivages entre différents blocs africains». «Vous savez, poursuit, ce diplomate en poste qui a préféré garder l'anonymat, la majorité des Etats africains traversent des crises sérieuses qui menacent la stabilité de leur pays.

Ce sommet représentait le moment idoine pour tenter d'arracher des postes ou mener des stratégies qui serviraient aussi à la consommation interne de leurs Etats. C'est ce qu'a fait le Maroc, en fait, en présentant cette adhésion comme une victoire à son peuple, mais il omet de dire qu'il a dû signer l'acte constitutif de l'organisation qui l'engage à respecter les frontières héritées du colonialisme des pays membres de l'UA, et le Sahara occidental en fait partie, qu'il le veuille ou non.

C'est aussi valable pour l'Algérie qui a tout mis en œuvre pour la création d'un poste de vice-présidence de l'organisation et l'offrir au Président Bouteflika. Ce poste n'a jamais existé auparavant, mais il sert à la consommation interne là aussi.»

Selon d'autres informations, la

délégation algérienne s'est également focalisée, chose naturelle, pour faire accepter la réélection de Smaïl Chergui, un diplomate brillant, à la tête de la Commission de l'UA pour la paix et la sécurité en Afrique. Smaïl Chergui a écarté ainsi la candidature du Nigeria, un pays qui aspirait à ce poste, suscitant une certaine colère de la délégation nigériane qui ne s'attendait pas à voir l'Algérie postuler une nouvelle fois.

Certaines sources affirment même que les représentants du gouvernement central d'Abuja se sont plaints du fait que l'Algérie s'acharne à garder le poste depuis 2013. «Une excellente chose pour l'Algérie, reconnaît un ancien diplomate cette fois, mais nous aurions encore pu faire mieux.»

De la même manière, et contrairement à ce qui pouvait être supposé, nous apprenons que l'Algérie présente à Addis-Abeba ne s'est jamais réellement opposée à l'admission du Maroc à l'Union africaine. «Elle a émis des réserves, tout comme d'autres pays qui craignaient que cette adhésion n'accentue les clivages entre pays africains, mais sans plus.

Les deux tiers des Etats africains de cette organisation sont de très grands amis de l'Algérie qui demeure malgré tout très écoutée dans le continent.



Photos : DR

Sommet africain d'Addis-Abeba.

Si Alger avait voulu réellement bloquer l'initiative marocaine, elle en aurait parlé à ses amis qui l'auraient suivie, je peux vous l'affirmer, mais cela n'a pas été fait dans un souci d'apaisement des relations entre les deux pays.» «Alger, poursuit-il, a prouvé à tous que l'inimitié qui existe avec Rabat n'est pas de son fait. Et puis, vous savez, les avis divergent parfois sur l'attitude à adopter dans des moments déterminants.»

Ainsi, la réaction algérienne suite à l'allocution du roi du Maroc était passée à la loupe par les médias de tous bords.

Hier, le journal *El-Bilad* publiait une photo de Smaïl Chergui tournant le dos à Mohammed VI, serrant la main aux représentants des délégations

africaines alors qu'au même moment, des magazines étrangers rapportaient que Abdelkader Messahel, ministre des Affaires maghrébines et africaines, applaudissait le discours du roi. «Peu important les réactions, ce qui est sûr, c'est que l'entrée du Maroc à l'UA n'augure rien de bon.» L'allocution de Mohammed VI à la clôture du Sommet confirme, en effet, les appréhensions des Etats africains qui se sont montrés méfiants à son égard.

Soufflant le chaud et le froid, il a d'abord tenté de rassurer en affirmant que son entrée à l'UA n'était pas destinée à diviser l'organisation, il sonne le glas de l'UMA (Union maghrébine arabe) que son défunt père avait phagocytée en raison des divergences

avec l'Algérie au sujet du Sahara occidental en déclarant que la «flamme s'est éteinte parce que la foi dans un intérêt commun a disparu».

Il jette ensuite la pierre à ses voisins algériens qui gardent les frontières fermées depuis 1994 en déclarant ensuite que le commerce entre les pays du Maghreb stagne à 3%.

Puis, comme pour enfoncer le clou, il lance fièrement que son pays, à l'instar de plusieurs Etats africains, est riche de son potentiel divers, «et non pas uniquement de la rente pétrolière ou gazière»...

Suite à quoi Smaïl Chergui a tourné le dos au roi qui passait dans les rangées se faire féliciter par ses pairs africains...

A. C.

LES RÉDUCTIONS DE L'OPEP ONT PLUS D'INFLUENCE

## Le pétrole ouvre en hausse

**Les cours du pétrole ont ouvert en hausse hier à New York, avec un regain de confiance dans le respect des quotas de production par l'Opep et avant la publication des stocks américains.**

Vers 14h20 GMT, le prix du baril de Light Sweet Crude (WTI), référence américaine du brut, prenait 52 cents à 53,33 dollars sur le contrat pour livraison en mars au New York Mercantile Exchange (Nymex).

«Les réductions de la production de l'Opep ont plus d'influence au moment où l'on voit arriver plus de signes de leur respect», a estimé Matt Smith de ClipperData.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, deux accords de diminution des extractions de brut sont entrés en vigueur, l'un conclu au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et l'autre avec ses alliés dont la Russie. L'annonce de ces pactes à la fin



Hausse des prix du pétrole hier à New York.

de l'année 2016 a fait remonter le prix du baril mais depuis, des doutes subsistent sur leur mise en application.

Mercredi à l'ouverture, les indices arrivant au compte-goutte

à ce sujet ont éclipsé les craintes d'une augmentation des réserves de pétrole aux Etats-Unis, dont les chiffres hebdomadaires seront publiés par le département américain de l'Energie (DoE) à

15h30 GMT. Selon la prévision médiane d'analystes sondés par l'agence Bloomberg, les réserves de pétrole brut devraient s'être étoffées de 3 millions de barils, celles d'essence de 1,5 million de barils et les stocks de produits distillés avoir baissé de 500 000 barils pour la semaine close le 27 janvier.

Les investisseurs se montreront également attentifs au niveau de la production américaine qui fait l'objet de toutes les spéculations et a tendance à se reprendre depuis fin septembre à la faveur d'un prix du baril plus élevé rendant de nouveau rentable l'exploitation de certains gisements de pétrole de schiste.

Les cours du brut, libellés en dollars, résistaient également à un léger rebond du billet après sa nette baisse de la veille.

Quand le dollar monte, cela réduit mécaniquement le pouvoir d'achat des acheteurs de pétrole utilisant d'autres devises.

Y. D.